



PRÉFET DU TARN

Liberté
Égalité
Fraternité

.19 FEV. 2026

Arrêté préfectoral du
portant abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 21 février 2025 pris à l'encontre
de la société SAS ets Henri Plo, située rue de la mécanique, ZI de la Rougearié,
sur le territoire de la commune d'Aussillon (81200)

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le décret du président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 autorisant la société SAS ets Henri Plo à exercer ses activités de teinturerie relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'Aussillon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 février 2025 pris à l'encontre de la société SAS ets Henri Plo de respecter notamment les dispositions de l'article 2.7.4 de l'annexe des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 17 décembre 2025 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 27 novembre 2025 ;

Considérant que lors du contrôle de l'inspection des installations classées du 27 novembre 2025, le constat a été fait que l'exploitant a procédé à des aménagements permettant le retour à la conformité ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de lever la mise en demeure fixée par l'arrêté préfectoral du 21 février 2025;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

ARRÊTE

Article 1 – Levée de mise en demeure

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 février 2025 susvisé est abrogé.

Article 2 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours

accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Aussillon pour y être consultée par toute personne intéressée.

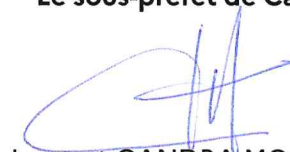
Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, le maire d'Aussillon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Castres, le 19 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO